

Victoire historique pour le premier syndicat chez Amazon aux États-Unis

PAR ALEXIS BUISSON
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 2 AVRIL 2022



Chris Smalls à New York, le 30 mars 2020. © Photo Spencer Platt / Getty Images via AFP

Un petit groupe d'employés motivés autour de Chris Smalls a fait flancher l'une des plus grandes multinationales : les salariés d'un entrepôt d'Amazon à New York ont voté en faveur de la création d'un syndicat. Une première aux États-Unis au sein de l'entreprise.

C'est une victoire historique, obtenue après une lutte acharnée. Les salarié-es d'un entrepôt d'Amazon à New York ont voté en majorité en faveur de la création d'un syndicat, une première aux États-Unis au sein de la multinationale.

Selon un décompte retransmis en ligne, 2654 employé-es ont coché « oui » pour être représenté-es par l'organisation Amazon Labor Union (ALU), créée il y a près d'un an, contre 2131 ayant voté « non ».

À l'annonce des résultats, des applaudissements ont retenti dans la petite foule réunie pour l'occasion en bas de l'immeuble où était organisé le dépouillement. « *Les gens ont parlé aujourd'hui, ils veulent un syndicat* », a déclaré Christian Smalls, président de l'ALU, juste après le résultat.

Aaron Novik, qui travaille dans un entrepôt d'Amazon dans le Connecticut et soutient le mouvement en créant régulièrement de nouvelles affiches, était saisi d'une joyeuse incrédulité. « *Comment ont-ils fait ? Je ne sais pas. Mais les gens voient maintenant que c'est possible* », dit-il avec à la main une pancarte « *Nous ne sommes pas des machines, nous sommes des êtres humains* ».

Au total, 8325 travailleurs et travailleuses de l'entrepôt JFK8 situé dans le quartier de Staten Island, dans une grande zone industrielle, étaient sur la liste des votant-es, même si une partie ne travaille plus à Amazon. Ils étaient appelés à voter en personne dans une tente installée devant le bâtiment, du 25 au 30 mars. 4852 personnes ont glissé un bulletin dans l'urne.

Le décompte, effectué par l'agence chargée du droit du travail aux États-Unis (NLRB), avait débuté jeudi après-midi.

Amazon, l'un des plus gros employeurs aux États-Unis, avait réussi jusqu'ici à repousser les velléités des salarié-es souhaitant se regrouper dans le pays.

Mediapart avait raconté cette lutte à l'entrepôt JFK8 autour de Chris Smalls, licencié par Amazon en mars 2020 après avoir organisé une manifestation pour demander de meilleures protections en pleine pandémie.

Mediapart republie ci-dessous l'article « *Chris Smalls, le poil à gratter d'Amazon aux États-Unis* », mis en ligne le 19 décembre 2021.

* * *

New York (États-Unis).– La nuit tombe sur Staten Island, mais à JFK8, un gigantesque entrepôt d'Amazon, l'heure n'est pas au repos. Nous sommes début décembre, en pleine «*peak season*», une période de forte activité à l'approche des fêtes.

Des camions de livraison, flanqués du logo de l'entreprise, vont et viennent sur les routes de ce recoin industriel dans l'ouest de l'île new-yorkaise. Dans le même temps, des bus municipaux déversent à intervalles réguliers des dizaines d'employés, reconnaissables à leurs badges de sécurité et leurs sacs à dos transparents.

Ils s'engouffrent dans l'entrepôt, un «*fulfillment center*», grand comme plusieurs terrains de foot, chargé d'organiser les commandes et les livraisons pour l'ensemble de la ville de New York.

Sur leur chemin, ils croisent un petit groupe de volontaires qui leur souhaitent «*bon travail*» tout en leur distribuant de l'eau et de la pizza. Ils appartiennent

à l'ALU (Amazon Labor Union), une organisation de travailleurs passés et actuels d'Amazon mobilisés pour lancer un syndicat. Celui-ci représenterait les milliers de petites mains qui s'activent à JFK8 et dans les entrepôts aux alentours.

Écouter cet article

Parmi leurs revendications: une pause déjeuner d'une heure payée, des congés maladie, une augmentation de salaire, la présence syndicale aux conseils de discipline... Si ces volontaires réussissent leur coup, l'ALU serait la première organisation syndicale à voir le jour au sein de l'entreprise de Jeff Bezos, deuxième employeur privé outre-Atlantique avec 1,2million de salariés. Aux États-Unis, où les accords de négociation collective se font au niveau de chaque entrepôt, d'autres pourraient suivre.



New York, le 30 mars 2020. Chris Smalls lors d'une manifestation contre les conditions de travail dans le centre de distribution Amazon de Staten Island © Photo Spencer Platt / Getty Images via AFP

Les volontaires ne ménagent donc pas leur peine. Ils sont là presque tous les jours depuis huit mois, derrière une modeste table en plein air située à côté de l'arrêt de bus. Leur localisation leur permet de capter une grande partie des employés avant qu'ils ne traversent la rue pour entrer dans le bâtiment de JFK8. Amazon les a à l'œil: les militants pointent une caméra que la compagnie a fait installer à proximité de la table pour pouvoir les surveiller.

Alors que quatre volontaires distribuent des dépliants aux passants, Christian Smalls est occupé à installer la sono et une guirlande lumineuse. Cet Afro-Américain trentenaire, de grande taille et au regard doux, est le leader du groupe. Ancien manager adjoint à JFK8, il a été licencié en mars 2020, au début de la pandémie, après avoir organisé une manifestation pour protester contre le manque de sécurité sanitaire au sein de l'entrepôt.

Loin de se décourager, il est devenu, depuis, le visage de l'effort de syndicalisation, passant plusieurs heures chaque jour à essayer de convaincre ses anciens collègues de signer des «cartes», un document qui signale leur intérêt pour être représentés collectivement.

Viré après un débrayage

Au moins 30% des travailleurs actuels doivent apposer leur signature pour qu'un référendum soit organisé. *«Si on m'avait dit, il y a deux ans, que je serais en train de faire ça aujourd'hui, je ne l'aurais pas cru. Parfois, quand je me réveille le matin, je dois encore me pincer, admet Chris, assis à l'arrêt de bus. Cet effort m'occupe à plein temps. Je n'ai pas d'autres activités. Il faut bien que quelqu'un s'en charge!»*

Avant de rejoindre Amazon en 2015, ce New-Yorkais travaillait dans un entrepôt de distribution alimentaire – *«un job éprouvant physiquement et mal payé»*. Il frappe à la porte de la compagnie de Seattle en pensant être mieux loti. *«Ils m'ont promu rapidement, dès la première année. Je me suis laissé endormir.»* Il commence à déchanter quand il demande, au bout de deux ans, à ne plus être payé à l'heure. Il indique avoir postulé quarante-neuf fois à un poste de salarié. En vain. *«Si la pandémie ne s'était pas déclarée, je serais certainement parti de moi-même, dit-il. J'en avais ma clique!»*



Chris Smalls, au centre, entouré de membres du syndicat ALU (Amazon Labor Union). © Photo DR

La compagnie ne va pas lui en laisser le temps. Le 30mars 2020, alors que New York est submergé par le virus, Chris Smalls organise un débrayage avec des collègues, devant JFK8, pour réclamer la fermeture temporaire du site pour nettoyage, à la suite de la détection de plusieurs cas de Covid. Les manifestants demandent aussi des équipements de protection et une

prime de risque, et accusent la direction de mentir sur le nombre d'employés infectés. Celle-ci parle de deux contre au moins dix pour les grévistes.

Quelques heures plus tard, Chris Smalls apprend qu'il est viré. Il est le seul du groupe à connaître un tel sort. Amazon l'accuse, lui qui est cas contact, d'avoir brisé les règles de la quarantaine dans laquelle il avait été placé et les protocoles de distanciation sociale. Dans un pays où la situation dangereuse des «travailleurs essentiels» commence à préoccuper, son histoire attire l'attention des médias et des autorités.

La procureure générale de New York, Letitia James, qualifie l'attitude d'Amazon de «honteuse» et ouvre une enquête. Quelques jours plus tard, le site d'information Vice révèle que le cas Smalls a été évoqué par les huiles d'Amazon. Selon des notes prises lors d'une réunion en présence de Jeff Bezos, le frondeur est décrit comme «pas très intelligent et s'exprimant peu clairement». « Dans la mesure où les médias veulent se focaliser sur lui contre nous, nous serons en bien meilleure position en termes d'image que si nous expliquions pour la énième fois ce que nous faisons pour protéger nos travailleurs », peut-on lire dans ce mémo.

Face à cette attaque aux accents racistes, le sang de l'intéressé ne fait qu'un tour. « Ça m'a motivé encore plus. Ils ont voulu faire de moi le visage de leur opposition. Qu'à cela ne tienne ! Je me suis dit que j'allais leur rendre la monnaie de leur pièce », raconte-t-il.

Lui et certains de ses anciens collègues ont lancé leur campagne pour l'ALU après l'échec, en avril, de la formation d'un syndicat dans un entrepôt d'Amazon à Bessemer (Alabama), à la suite d'un référendum interne. Chris Smalls sait que le combat est déséquilibré. Son initiative a levé 51000dollars sur la plateforme GoFundMe, bien loin des 380milliards de dollars de chiffre d'affaires dont dispose le géant américain.

Chasse aux syndicats

En outre, l'entreprise est passée maître dans l'art de l'«union busting», ces procédés couramment employés aux États-Unis pour tuer dans l'œuf tout projet de syndicat. À Bessemer, Amazon a ainsi organisé, via un cabinet recruté à prix d'or, des «sessions d'information» obligatoires pour dissuader les employés de voter en faveur de la formation d'une telle structure.

Elle a aussi été accusée d'avoir accroché des dépliants antisyndicaux dans les toilettes et demandé la modification de la durée des feux de circulation aux abords de son site, pour limiter les contacts entre les militants qui s'y trouvaient et les employés. Cependant, ces derniers pourraient avoir à voter de nouveau car des irrégularités ont été constatées pendant le scrutin.

À JFK8, une campagne similaire en 2018 n'avait rien donné, alors que les employés de l'entrepôt souffraient de blessures et de maladies à un taux trois fois plus élevé que la moyenne nationale. Conséquence du travail physique épuisant et du stress découlant de l'optimisation à outrance du temps de travail.

« Les gens embauchés savent que les méthodes d'Amazon sont controversées, mais beaucoup d'entre eux n'ont pas d'autres sources de revenu. Ils préfèrent se taper les horaires difficiles et le manque de sécurité pour pouvoir toucher leur chèque. C'est comme ça qu'Amazon les contrôle. Nous essayons de mobiliser des gens qui n'en ont pas l'habitude. Nous devons les éduquer», explique Chris Smalls.

Dans sa quête des signatures nécessaires à la tenue du référendum, ce dernier se heurte au «turnover» élevé des employés, qui l'oblige à devoir constamment recruter de nouveaux signataires. En novembre, il a retiré sa demande auprès de l'organisme public chargé de l'organisation de ce genre de consultation car il manquait de paraphes. Il en avait collecté 2000, soit plus du tiers des 5500employés de JFK8, mais Amazon a fait valoir que l'ensemble de leurs entrepôts sur Staten Island comptait plus de 9000personnes, poussant l'ALU à poursuivre ses efforts.

Vague de grèves

Malgré les obstacles et les intimidations, dont une arrestation par la police en novembre, Chris Smalls ne se décourage pas. Contrairement à la campagne de Bessemer, pilotée par un syndicat extérieur, son initiative est menée par des employés actuels et passés de JFK8. *«En Alabama, le problème principal était le timing. L'entrepôt là-bas était relativement nouveau. Et les syndicalistes derrière l'effort n'avaient pas le même enracinement que nous. Pour notre part, nous avons passé des années chez Amazon»*, dit-il.

Refuser le soutien d'un syndicat existant est aussi une protection dans la guerre des relations publiques. *«La société ne peut pas nous attaquer sur notre bilan ou sur le fait que nous sommes grassement payés. Des techniques souvent utilisées pour décrédibiliser les organisations syndicales»*, poursuit-il.

Pour les travailleurs rencontrés aux abords de JFK8, l'idée d'être représentés ne va pas de soi. *«Je ne veux pas avoir à payer des cotisations»*, indique pour sa part une femme croisée sur le chemin du bus. Un autre employé se dit, lui, favorable à la formation d'un syndicat pour *«exercer un contre-pouvoir face à la direction»*, même s'il reconnaît être satisfait de ses propres conditions de travail. Un autre encore précise qu'il est payé 18dollars de l'heure, ce qui est au-dessus du salaire minimum de l'État de New York, à 12,50dollars.

« Nous devons leur faire prendre conscience de leur valeur», reprend Chris Smalls. Il est encouragé par la récente vague de grèves qui a balayé l'économie

américaine en octobre, mois rebaptisé pour l'occasion *«Striketober»* (« strike » signifie grève en anglais). De l'équipementier agricole John Deere au céréalier Kellogg's en passant par des chauffeurs de bus et des enseignants, les travailleurs réclamaient des revalorisations salariales et de meilleures conditions de travail après deux ans de pandémie. Dans le même temps, la cote de popularité des syndicats a atteint 68% dans l'opinion américaine, un record depuis 1965.

Le 10 décembre, la sécurité des employés d'Amazon est revenue dans l'actualité après qu'au moins six d'entre eux ont trouvé la mort dans l'effondrement partiel d'un entrepôt dans l'Illinois. Ils étaient au travail alors que des tornades semaient le chaos dans la région. **Une enquête a été ouverte par les autorités.** *«Une fois que les travailleurs auront réalisé qu'ils ne veulent plus être corvéables à merci, ils voteront pour un syndicat et le mouvement fera boule de neige»*, affirme Chris Smalls. En attendant, il pourrait se retrouver dans une drôle de situation: la procureure Letitia James a lancé une procédure, en février, pour le réhabiliter.

Si celle-ci aboutit, il devra donc retourner travailler pour son ex-employeur. *«Cela ne me dérangerait pas, dit-il. Je pourrais porter mon message de l'intérieur. J'aurais encore plus d'influence.»* Amazon n'a pas répondu à notre demande de commentaire, mais a indiqué dans le passé être à l'écoute de ses employés. Manière de dire qu'un syndicat n'est pas nécessaire.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.